



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- De la Normandie aux enjeux mondiaux de nutrition _ le plaidoyer d'une ministre en visite chez Nutriset – Ouest-France
- Malaunay _ Nutriset appelle le G7 à agir contre la malnutrition _ La Gazette France

Sécurité

- Eure, Seine-Maritime _ le risque d'incendie de forêt pris très au sérieux - Paris Normandie.pdf

Environnement

- Ressource en eau _ limitations et interdictions attendues fin juillet sur les secteurs Bray et Bresle - Paris Normandie
- Bivouac des possibles au Havre _ un parcours à vélo pour découvrir les initiatives écologiques - Paris Normandie
- Seine-Maritime. Chenilles processionnaires _ ça gratte - Le Courrier Cauchois

Social et société

- Sensibiliser les enfants aux gestes qui sauvent _ la tournée mini-sauveteurs à Dieppe ce jeudi - Paris Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- Avec le cirque Seneca à Dieppe, le retour des protestations des défenseurs des animaux - Paris Normandie

Aménagements et contrôle

- Pont Colbert à Dieppe _ cette fois, c'est la bonne ! La réouverture du pont prévue ce mercredi 8 juillet - Paris Normandie
- « Ça va continuer d'augmenter » _ pourquoi il y a davantage de contrôles dans les restaurants de Rouen - 76actu

Justice et député

- Affaire des assistants parlementaires du RN _ les normands Nicolas Bay et Timothée Houssin condamnés - Paris Normandie
- Autour du député socialiste Philippe Brun, soupçon d'un emploi _familial_ sur fond de rupture avec une collaboratrice historique - Le Poulpe

- Procès des assistants parlementaires du RN _ la cour d'appel confirme les condamnations de trois élus normands - Ouest France

Acteur public

- Hauts fonctionnaires territoriaux _ le gouvernement publie le classement tant attendu des emplois malgré les crispations

De la Normandie aux enjeux mondiaux de nutrition : le plaidoyer d'une ministre en visite chez Nutriset

Marc BRAUN

3-4 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés

À travers Nutriset près de Rouen, fabricant de produits contre la malnutrition, Éléonore Caroït, ministre déléguée à la francophonie et aux partenariats internationaux, défend le modèle d'une aide humanitaire efficace pour éviter les désordres mondiaux.



Adeline Lescanne Gautier, directrice générale de Nutriset à Malaunay en Seine-Maritime, en compagnie d'Éléonore Caroït, ministre déléguée chargée de la francophonie, des partenariats internationaux | MARC BRAUN/OUEST-FRANCE

Éléonore Caroït, ministre déléguée à la francophonie et aux partenariats

internationaux, s'était déjà rendue en juin 2026 chez Hilina, filiale éthiopienne du groupe normand Nutriset spécialisé dans les produits de lutte contre la malnutrition. Alors la visite du site industriel de Malaunay en Seine-Maritime près de [Rouen](#), lundi 6 juillet 2026, n'a fait que renforcer ses convictions. «Si on ne soutient pas des entreprises comme Nutriset, des sociétés entières n'auront pas la possibilité d'avoir des enfants bien nourris pendant les 1 000 premiers jours de leur vie, avec des séquelles au plan cognitif et du développement....»

Abonnez-vous pour lire la suite

Articles en illimité. Zéro publicité. Annulable à tout moment.

-

Offre d'essai

1€ le premier mois

- Meilleur tarif : -50%

Offre annuelle

35€ pour 1 an

[Je m'abonne](#)

ou

~~69,99€~~ **35 € la première année**

~~69,99€~~ **35 € la première année**

Déjà abonné ? [Connectez-vous](#)

Malaunay : Nutriset appelle le G7 à agir contre la malnutrition

Chloé Guerout

4–5 minutes

Dossier

Alors que les ministres du développement du G7 se réunissent à Paris les 29 et 30 avril, le groupe Nutriset, basé à Malaunay, alerte sur l'urgence nutritionnelle mondiale et plaide pour un engagement politique et financier renforcé.



À la veille du G7, une table ronde a réuni des acteurs de premier plan engagés dans la lutte contre la malnutrition. © Nutriset

Publié le 29 avril 2026 - Mis à jour le 29 avril 2026

À la veille du sommet du G7 Développement, qui se tient à Paris les 29 et 30 avril, le groupe Nutriset et la fondation Eleanor Crook Foundation (ECF) ont appelé les grandes puissances à *«reconnaître la nutrition comme une condition sine qua non de la prospérité mondiale»*. La malnutrition aiguë touche plus de 50 millions d'enfants de moins de cinq ans, dont 19 millions dans une forme sévère.

Selon les deux organisations, *«investir dans la nutrition, c'est investir dans le capital humain, la cohésion sociale et la sécurité globale.»* Ainsi, elles demandent *«des financements pluriannuels prévisibles pour les programmes de traitement de la malnutrition aiguë, de soutenir le renforcement des systèmes de santé locaux, et d'intégrer la nutrition dans les agendas de développement, de sécurité et de diplomatie.»*

PlumpyNut a révolutionné la santé mondiale

Fondé en 1986 à Malaunay, en Seine-Maritime, Nutriset est un pionnier dans la lutte contre la malnutrition. Le groupe a mis au point, il y a 30 ans, le Plumpy'Nut, une pâte thérapeutique prête à l'emploi (RUTF) à base d'arachide qui transforme la prise en charge de la malnutrition sévère. *«Là où les traitements traditionnels nécessitaient une longue hospitalisation, Plumpy'Nut permet un traitement communautaire, à domicile, multipliant par dix la portée des interventions»*, indique l'entreprise.

Depuis trente ans, cette innovation a contribué à sauver plus de 150 millions d'enfants dans 70 pays. *«Le réseau PlumpyField, lancé en 2005, renforce cette dynamique en développant des unités de production locales dans les pays concernés, favorisant l'emploi et la souveraineté sanitaire.»*

Un retard préoccupant face aux objectifs 2030

Alors que les Objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies arrivent à échéance en 2030, le retard accumulé inquiète. Les acteurs dénoncent un manque de volonté politique, accentué par la baisse de l'aide publique au développement. *«Nous ne manquons pas de solutions, nous manquons de volonté et d'engagement»*, souligne Adeline Lescanne, directrice générale du groupe Nutriset.

Le sommet Nutrition for Growth (N4G), organisé à Paris en 2025, a toutefois mobilisé plus de 27 milliards de dollars. Cet événement *«a réaffirmé cet élan : la France se positionne comme leader mondial dans la réponse à la malnutrition, un rôle que le G7 doit amplifier et inscrire dans des engagements concrets et chiffrés.»*

Eure, Seine-Maritime : le risque d'incendie de forêt pris très au sérieux

Philippe Dufresne

7-9 minutes

Les feux d'espaces naturels et de forêts ne concernent plus uniquement le sud de la France. Avec le changement climatique, la Normandie se mobilise contre le risque de feux de forêts. Zoom sur la Seine-Maritime et l'Eure.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 7 Juillet 2026 à 20h07 Temps de lecture: 1 min

Des broussailles sèches, des sous-bois tout aussi desséchés et des herbes jaunies... Depuis des semaines, la Normandie attend la pluie mais le ciel reste au beau fixe. Si cela fait le bonheur des estivants, cette sécheresse met tous les voyants des centres d'incendie et de secours au rouge.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Avec le changement climatique, les risques de feux de forêts et d'espaces naturels ne sont plus cantonnés au sud de la France, la Seine-Maritime et l'Eure sont, elles aussi, directement concernées par ce danger bien réel.

Mardi 7 juillet 2026, à Tôtes, le préfet seinomarin Jean-Benoît Albertini et des représentants du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours 76) et des collectivités territoriales, dont Aurélien Millon directeur de l'ONF 76, ont souligné l'importance des moyens mobilisés dans ce contexte de canicule. *« 90 % des départs de feux sont d'origine humaine. Les premiers moyens de lutte restent la prévention et le respect des consignes »*, rappelle la préfecture de Seine-Maritime.



La lutte contre les feux d'espaces naturels et de forêts repose sur trois piliers : prévention, détection, intervention. (Archives) -
Stéphanie Péron Clément / Paris Normandie

Depuis 2024, la hausse des incendies en Seine-Maritime est significative, et ce dès le printemps. Le préfet a souligné l'importance de prendre cette évolution au sérieux : *« Nous allons*

être très attentifs dans les prochains jours ». Si on ne comptait que 7 interventions pour feux d'espaces naturels ou de bois en 2023, il y en avait 30 en 2025 et on en dénombre déjà 23 en avril 2026. Les sapeurs-pompiers le rappellent : la sécheresse mariée à la canicule est un cocktail extrêmement dangereux.

Nous allons être très attentifs au risque de feu d'espaces naturels et de forêts dans les prochains jours

Jean-Benoît Albertini, Préfet de Seine-Maritime

Dans ce contexte, les travaux des champs, mais aussi du simple bricolage dans le jardin, sans parler des mégots et des barbecues sont autant de risques d'incendie. [Dans l'Eure, la préfecture a fait un état des lieux en juin 2026.](#) Le département est très vulnérable, avec une surface boisée la plus importante de Normandie. Trois massifs sont particulièrement exposés : Évreux, Bord-Louviers et la Vallée de la Risle. Les incendies majeurs de 2019 et 2022 ont marqué une prise de conscience de ce risque croissant.



Les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime, ici le centre de secours de Tôtes, s'exercent à combattre les feux d'espaces naturels. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Trois piliers fondamentaux

Dans les deux départements, les pompiers misent sur trois piliers fondamentaux : [la prévention](#), [la détection](#), [et l'intervention](#). Jean-Benoît Albertini insiste sur la nécessité que chacun soit conscient de ce risque, qu'il s'agisse du citoyen devant débroussailler chez lui, de l'agriculteur invité à adapter son activité mais aussi des mairies devant aborder les feux d'artifice de la Fête nationale avec la plus grande prudence. « *La loi sur les 200 mètres à respecter date de 1970, mais les conditions météo ont changé avec le réchauffement climatique.* »



Parmi les moyens disponibles cette réserve d'eau alimentée directement par le camion citerne et donnant plus de souplesse aux interventions. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Acquérir de l'expérience

Le représentant de l'État insiste aussi sur la parfaite entente entre les services départementaux de secours et d'incendie et les acteurs de terrain, comme l'office national des forêts (ONF) ou les chambres d'agriculture. Le colonel de pompiers Eric Jouanne, directeur du SDIS 76 met aussi en avant l'expérience que les pompiers normands acquièrent en intervenant en renfort dans le sud de la France. *« Aider, secourir, c'est dans l'ADN des sapeurs-pompiers, nous aidons nos collègues des départements fortement touchés, comme ils nous aident dans d'autres circonstances. C'est aussi un moyen efficace d'apprendre et de s'améliorer dans nos interventions contre les feux de forêts et d'espaces naturels. »*



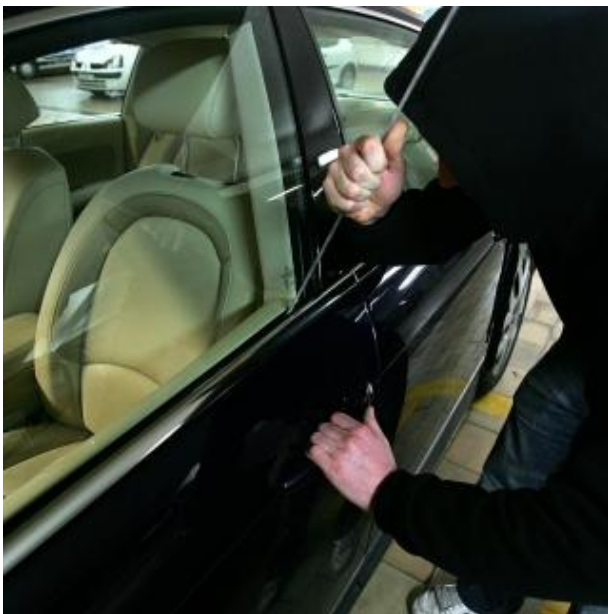
Chaque département a des sapeurs pompiers formés à la lutte contre les feux de forêts. Le nombre est en hausse régulière. -

Philippe Dufresne / Paris Normandie

Lire aussi



« Il était compréhensif » : à Veules-les-Roses, le départ à la retraite du docteur Hall célébré



À Yvetot, plusieurs véhicules ciblés par des vols à la roulotte





[Au large de Saint-Valery-en-Caux, les sauveteurs en mer portent secours à un pêcheur](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Tôtes \(Seine-Maritime\) Évreux Louviers \(Eure\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[« Il était compréhensif » : à Veules-les-Roses, le départ à la retraite du docteur Hall célébré](#)





[La panne d'un train de marchandises perturbe le trafic sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre](#)



[À Yvetot, plusieurs véhicules ciblés par des vols à la roulotte](#)





[Au large de Saint-Valery-en-Caux, les sauveteurs en mer portent secours à un pêcheur](#)



[Eure, Seine-Maritime : le risque d'incendie de forêt pris très au sérieux](#)



[À Port-Jérôme-sur-Seine, un stage de natation artistique encadré par des championnes](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Ressource en eau : limitations et interdictions attendues fin juillet sur les secteurs Bray et Bresle

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

5-6 minutes

La préfecture vient de communiquer les secteurs où la ressource en eau devient critique : le pays de Bray et la vallée de la Bresle sont concernés. L'État annonce des restrictions à venir pour la fin juillet.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 7 Juillet 2026 à 18h03 Temps de lecture: 2 min

La préfecture de Seine-Maritime alerte sur [l'état de la ressource en eau](#) dans le département de Seine-Maritime, tout particulièrement sur trois zones dont le pays de Bray et la vallée de la Bresle.

Alors que l'été débute, la Seine-Maritime, placée en vigilance sécheresse tout début juin, connaît une baisse progressive de sa

ressource en eau : « *Les deux dernières périodes de recharge hivernale ont été déficitaires, entraînant un abaissement du niveau des nappes profondes, en particulier dans l'est du département. La situation 2026 est moins favorable qu'en 2024 et 2025, et se rapproche de celle de 2022, lors d'une année marquée par des franchissements généralisés des seuils* », rappelle un communiqué de la préfecture.

Les services de l'État l'assurent, « *la situation n'est pas critique à ce stade* », cependant « *elle nécessite une surveillance renforcée et une anticipation collective* » surtout à l'est du département. Les secteurs présentant « *une fragilité particulière* » sont « *la Bresle, qui présente une baisse accélérée du niveau de nappe en période sèche, du fait des ballastières (ancienne zone d'extraction de granulats)* » ainsi que « *le Pays de Bray, qui est marqué par une absence de nappes profondes et présente donc une dépendance directe à la pluviométrie estivale* ». La nappe la plus dégradée du département est celle de l'Austreberthe, où le seuil de vigilance est déjà franchi.

Des bascules en alerte dans les semaines à venir

L'Austreberthe, l'Andelle et l'Yères sont qualifiées de cours d'eau « secs » ; la Bresle et l'Epte à Gournay-en-Bray sont qualifiées de « très sèche ». Alors que les sols sont également très secs, en conséquence directe de la vague de chaleur et du déficit de pluie associé, les modèles hydrologiques anticipent des bascules en alerte dans les prochaines semaines, entre la mi et la fin juillet, pour les secteurs de la zone Bresle et la zone Bray. Ces bascules entraîneront, par arrêté préfectoral, des limitations voire des interdictions de certains usages de l'eau.

Un outil innovant de cartographie du niveau de la ressource en eau et des tendances d'évolution en Seine-Maritime a été créé. [Il permet à chacun de suivre, en direct, l'état des nappes dans le département.](#)

Lire aussi



Bivouac des possibles au Havre : un parcours à vélo pour découvrir les initiatives écologiques

Catherine Levieux

6-7 minutes

Du 8 au 11 juillet, le Bivouac des possibles invite habitants et curieux à parcourir à vélo les initiatives écologiques et solidaires qui animent le territoire havrais.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Le départ du Bivouac des possibles se fera depuis le Hangar Zéro, lieu emblématique de la transition écologique et solidaire au Havre. DR

Par Catherine Levieux

Publié: 7 Juillet 2026 à 15h36 Temps de lecture: 2 min

Du mercredi 8 au samedi 11 juillet, Normandie Équitable invite habitants, curieux et citoyens engagés à participer au Bivouac des possibles, une aventure à vélo à la découverte des acteurs qui construisent, au quotidien, des alternatives écologiques, durables et solidaires sur le territoire. Au programme de cette initiative née d'une fusion entre l'Ecotour des possibles et le Bivouac des transitions : rencontres, visites, moments festifs et vie collective, avec des étapes dans plusieurs lieux emblématiques de la transition, aussi variés que le [Hangar Zéro](#), La roue libre, [Aquacaux](#), le Clos Val Soleil ou encore La Sittelle, La Petite Surface ou la Ferme aux Petits Oignons qui accueilleront des bivouacs.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« L'idée est de permettre à chacun de découvrir concrètement les initiatives qui existent près de chez lui et de créer des liens entre les personnes qui souhaitent agir pour un territoire plus durable », explique Hadrien Courset, animateur territorial de [Normandie Équitable](#) en Seine-Maritime et l'un des organisateurs du projet.

Pour une journée ou plusieurs

Accessible à tous, le parcours a été conçu pour privilégier la convivialité plutôt que la performance. *« Nous avons porté une attention particulière aux distances, au dénivelé et au rythme des étapes. Il n'est absolument pas nécessaire d'être un champion de vélo*

pour participer », précise Hadrien Courset. Les participants peuvent d'ailleurs rejoindre l'aventure pour une seule journée ou choisir de vivre l'expérience dans son intégralité.

Chaque soir, les repas sont préparés collectivement grâce à la « cuisine débranchée » de l'association Vivre en Transition, favorisant les échanges et les rencontres entre participants. Les soirées des mercredi, jeudi et samedi s'annoncent particulièrement festives avec différentes animations et temps de convivialité. La dernière soirée qui mêlera représentation théâtrale et concert sera d'ailleurs accessible à tous, sur réservation.

Une remorque collective et un mécanicien

Autre temps fort du bivouac : l'enregistrement en direct de Radio Bicyclette. Chaque soir, trois animateurs recueilleront témoignages, récits de voyage et découvertes du jour pour faire vivre l'aventure au micro.

Pour garantir le bon déroulement, une remorque collective sera mise à disposition par Toutenvélo Le Havre afin de transporter une partie du matériel. Un mécanicien professionnel accompagnera également le groupe pour intervenir rapidement en cas de problème technique.

Au-delà du vélo, le Bivouac des possibles mise avant tout sur l'envie de partager une expérience collective. Avec près de soixante cyclistes chaque jour, l'aventure se veut un temps de découverte, de rencontres et d'expérimentation concrète des transitions en marche sur le territoire.

Renseignements et inscriptions sur : <https://www.helloasso.com/associations/normandie-equitable/evenements/bivouac-des-possibles-autour-du-havre>

Lire aussi

[Bar à l'Ouest : cinq soirées musicales gratuites dans les bars du Havre](#)

Seine-Maritime. Chenilles processionnaires : ça gratte

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Pendant l'épisode de chaleur qu'a subi le département il y a quelques jours, de nombreux Seinomarins ont été victimes de piqûres par les poils urticants des chenilles processionnaires, très présentes depuis Rouen jusqu'en bords de Seine. Le week-end dernier, quelques personnes se sont par exemple rendues à la pharmacie du Mesnil-Roux à Barentin pour récupérer des antihistaminiques et de la crème apaisante. *"Une jeune femme est venue nous voir samedi, elle avait fait de l'accrobranche sans savoir qu'il y avait ce problème de chenilles en ce moment. Elle avait le bras recouvert de piqûres, pas éparses comme des moustiques, le bras rempli de boutons rouges, raconte l'une des pharmaciennes. Je ne saurais dire si nous vendons plus de crème pour les piqûres de chenilles que pour les moustiques. En tout cas, le phénomène existe et certains ont besoin d'antihistaminiques sur prescription médicale".*

Des nids qui pullulent

Les chenilles de trois espèces de papillon sont urticantes : processionnaire du pin, bombyx cul-brun et celle qui nous intéresse actuellement la processionnaire du chêne. Ces chenilles, et les habitants de la vallée de la Seine peuvent en témoigner, en raison des poils urticants qu'elles projettent pour se défendre, présentent un risque sanitaire important pour les personnes et les animaux, notamment les

chiens. *"Les poils urticants des chenilles vont venir se planter sur la peau, la truffe et la langue. Ils contiennent une substance très irritante, nous expliquait un vétérinaire l'an passé. Il existe un important risque d'œdème, ce qui peut gêner la respiration"*.

Un traitement préventif

D'après l'office national des forêts (ONF), *"les chênes des forêts et des parcs et la chaleur des villes favorisent aussi sa pullulation"*. Les œufs des papillons, pondus en fin d'été, éclosent généralement en avril. *"Ces nids sont plaqués sur le tronc ou sous les branches des chênes. Les chenilles sortent en fin de journée, en procession, pour se nourrir des feuilles du chêne"*. L'ONF précise aussi que *"les poils restent urticants jusqu'à 2 à 3 ans après leur apparition qu'ils soient dans le nid, déposés par les mues ou qu'ils aient été "lâchés" par la chenille se sentant agressée"*.

La commune de Saint-Pierre-de-Manneville a réalisé un traitement préventif sur son chêne, près de la mairie, contre les chenilles urticantes afin d'éviter leur prolifération et de fermer l'école en urgence, comme en juillet 2025. L'an passé, deux chênes ont été traités par aspiration des nids. Au total, dix nids avaient été aspirés. Cette année, le traitement préventif pulvérisé sur les feuilles, va irriter le tube digestif des chenilles et les tuer en trois heures. *"Nous agissons ainsi avant qu'elles ne soient urticantes"*, indique le maire Nicolas Amice.

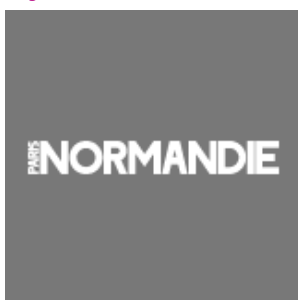
Sensibiliser les enfants aux gestes qui sauvent : la tournée mini-sauveteurs à Dieppe ce jeudi

Elisa Duval

4-5 minutes

Afin de sensibiliser les plus jeunes aux risques de l'été, particulièrement sur les plages, la SNSM et la Macif coorganisent, depuis 2018, une tournée mini-sauveteurs, à travers la France. Elle sera de passage à Dieppe le 9 juillet prochain.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Elisa Duval

Publié: 7 Juillet 2026 à 13h48 Temps de lecture: 1 min

Noyades, malaises, brûlures, piqures,... les risques sont malheureusement nombreux sur les plages, particulièrement en été au vu de la fréquentation. La SNSM et la Macif ont alors mis en place, depuis 2018, une tournée d'ateliers de sensibilisation destiné aux enfants de 7 à 12 ans. 24 dates sont prévues cet été à l'échelle

nationale et jeudi 9 juillet 2026, c'est à Dieppe que la caravane « Graines de sauveteur » fera étape, sur le front de mer, [après Pourville l'année passée](#). Les animations ludiques se dérouleront de 14h30 à 19h, avec un accès libre et évidemment gratuit.

Le temps d'un après-midi, les plus jeunes pourront apprendre, à travers différents ateliers de prévention, « *à identifier les dangers, à adopter les bons réflexes et à donner l'alerte* » face à diverses situations. Un kit du mini sauveteur sera remis à chaque enfant à l'issue des ateliers de prévention. « *Savoir reconnaître une situation à risque, c'est éviter qu'elle ne devienne une urgence* », rappelle les organisateurs.

Ateliers de sensibilisation aux gestes qui sauvent mini-sauveteurs : le 9 juillet 2026, de 14h30 à 18h, sur le front de mer de Dieppe. Accès libre et gratuit.

Lire aussi



[Bacqueville-en-Caux : quand un piano raconte une histoire de famille et de transmission](#)



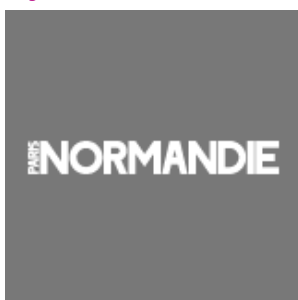
Avec le cirque Seneca à Dieppe, le retour des protestations des défenseurs des animaux

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-6 minutes

Tous les étés, le cirque Seneca revient s'installer, dans la première quinzaine de juillet, sur les pelouses du front de mer dieppois, avec ses animaux. Les militants de la cause animale ne manquent jamais de dénoncer les conditions de vie des lions, chameaux et autres lamas...

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 7 Juillet 2026 à 12h21 Temps de lecture: 2 min

C'est devenu une habitude à Dieppe : avec le mois de juillet reviennent les vacances scolaires, le Tour de France et... [l'installation sur les pelouses du front de mer du cirque Seneca](#), qui n'a pas que des amis en région dieppoise. Les défenseurs de la cause animale ne manquent jamais de dénoncer les conditions de vie des animaux de

ce cirque itinérant.

L'été 2026 qui commence ne déroge pas à la règle : le cirque Seneca est là, les affiches annonçant ses spectacles jusqu'au 19 juillet les mercredis, jeudis, samedis et dimanches ont fleuri partout en ville. Et l'association FUTUR, dont l'objectif est de faire évoluer le regard sur les animaux et l'écologie, se fend d'un mail alertant sur l'état d'un « *chameau extrêmement maigre* » sur place, « *qui suscite l'indignation. L'association demande une intervention immédiate des autorités compétentes – services vétérinaires – afin de vérifier son état de santé et ses conditions de détention.* »

« Soit ils sont ignorants, soit ils sont arnaqueurs »

Sur place, le propriétaire du cirque et des quelque cinquante animaux (zèbres, lamas, alpagas, chameaux, yaks, lions, hyènes, autruches, kangourous...) Teddy Seneca est toujours aussi loquace, mais passablement à bout : « *J'ai eu un contrôle dernièrement dans l'Oise, et une inspectrice en vacances est passée ici samedi. Tout est en règle. Je suis un professionnel.* » Comme toujours, Teddy Seneca prend le temps de présenter son animal : « *Elle s'appelle Tchitcha : vous trouvez qu'elle est maigre ?* » Il poursuit : « *J'ai dû mettre des bâches tout autour pour ne pas être embêté. Mais ces gens-là, soit ils sont ignorants et incompetents vis-à-vis des animaux, soit ils font ça pour prendre de l'argent et arnaquer les gens sur leurs réseaux où ils collectent de l'argent. Et ça c'est vilain.* »

C'est en 2028 que les animaux sauvages seront interdits dans les cirques itinérants. « *Mais il y aura 3 000 bêtes à placer pour 10 places... Elles seront euthanasiées.* » Impensable pour lui. « *Moi je suis un dompteur, pas un comédien. Je partirai de France pour pouvoir continuer à travailler avec mes animaux. De toute façon, pour les gens, le cirque, c'est avec des animaux...* »

Pont Colbert à Dieppe : cette fois, c'est la bonne ! La réouverture du pont prévue ce mercredi 8 juillet

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

~2 minutes

Pas de communiqué de Ports de Normandie à l'heure où nous publions cet article. Encore moins d'info officielle ou d'invitation. Pourtant, selon plusieurs sources concordantes, il semble bien que [la réouverture du pont Colbert à la circulation routière](#) soit programmée pour ce mercredi 8 juillet en début de matinée. Un mois après la dernière date avancée, avant le dernier délai...

Le Pollet à nouveau rattaché à Dieppe

La première rotation d'une très longue série à venir, espère-t-on, est prévue pour 7 h 30. Et après ? La vie « normale » devrait reprendre pour la ville coupée en deux depuis janvier 2024. Le quartier du Pollet sera donc à nouveau rattaché à la cité, et les riverains et commerçants, sans oublier les usagers de la route qui passe par le pont Colbert pourront retrouver, petit à petit, la vie d'avant. Avant le chantier de restauration, décidé par Ports de Normandie et mené par Eiffage, avec les aléas que l'on connaît : présence de plomb, retards à répétition, échéances sans cesse repoussées... jusqu'à excéder et dégoûter une bonne partie des Dieppois.

Combien seront-ils, ce mercredi peu avant 7 h 30, sur place pour assister à, peut-être, le dernier acte d'une bien longue saga ? On vous donne rendez-vous...

« Ça va continuer d'augmenter » : pourquoi il y a davantage de contrôles dans les restaurants de Rouen

Yann Rivallan

5-6 minutes

Depuis des mois, des restaurateurs de Rouen ont le sentiment que le nombre de contrôles d'hygiène s'intensifie. Mais est-ce vraiment le cas ? Et pourquoi sont-ils plus nombreux ?

Sur le même thème

[Restaurant](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Les contrôles d'hygiène dans les restaurants sont-ils de plus en plus fréquents à Rouen ? On a posé la question aux services de l'État.
(©Actu.fr/Archives)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 7 juil. 2026 à 16h42

C'est un sentiment que partagent **plusieurs restaurateurs** de [Rouen](#) depuis [près de deux ans](#). Les **contrôles d'hygiène** seraient de plus en plus fréquents et toucheraient bon nombre d'établissements. Mais est-ce vraiment le cas ? Et pourquoi y a-t-il plus de contrôles ces dernières années ? On a posé la question.

Des contrôles d'hygiènes plus fréquents à Rouen

Selon Florence Lagache, adjointe au chef de service de la sécurité sanitaire des aliments à la Direction départementale de la protection des populations (DDPP), il y a bien **une hausse des contrôles** depuis 2024 à Rouen et en Seine-Maritime. Et, elle ne le cache pas : « Ça va continuer d'augmenter ».

En revanche, elle dément ce sentiment de multiplication des contrôles de façon épisodique à Rouen. À l'échelle du département il y a bien eu une augmentation de l'activité après le mois de mars, mais c'est principalement « parce que certains établissements ouvrent leur saison à cette période », explique-t-elle. Il est donc impossible de les contrôler avant.

Un prestataire privé pour intensifier les contrôles

Si les contrôles sont plus nombreux et fréquents, c'est surtout parce que la DDPP suit des **directives nationales** en matière de police sanitaire. Depuis janvier 2024, les services de l'État font appel à des sous-traitants dans le cadre d'une délégation de services publics pour intensifier le nombre de contrôles.

En Normandie, c'est l'entreprise Silliker-Merieux qui s'occupe de réaliser

le gros des contrôles d'hygiène. À terme, l'objectif du gouvernement est de contrôler **100 000 établissements par an** en France. « On est plutôt autour de 75 000 en ce moment », commente Florence Lagache.

Ce recours à un prestataire privé s'explique par les difficultés que les contrôleurs de la DDPP rencontrent depuis de nombreuses années. Pas toujours assez nombreux, ils n'arrivaient pas à contrôler suffisamment d'établissements. À Rouen, par exemple, certains restaurants ont échappé à des contrôles d'hygiène **durant 10 ans**.

Pour autant, les agents de la DDPP continuent aussi de faire des contrôles. Principalement « lorsqu'il y a des plaintes ou au moment de certaines festivités », indique Florence Lagache. Et après chaque avis négatif distribué par le délégataire privé, le deuxième contrôle pour s'assurer, par exemple, que des travaux ont été faits, est assuré par la DDPP.

14 avis négatifs et six suspensions en 2026 à Rouen

Pendant encore deux années au moins, le nombre de contrôles va **continuer d'augmenter** à Rouen et dans toute la Seine-Maritime. C'est d'ailleurs le département normand le plus concerné puisque c'est celui qui enregistre le plus grand nombre de restaurants déclarés.

En 2025, d'après l'adjointe au chef de service de la sécurité sanitaire des aliments, 68 établissements ont été contrôlés à Rouen. On parle là uniquement de restaurants. Mais les épiceries, les boulangeries et les boucheries sont aussi soumises à des contrôles plus fréquents.

En 2026, les services de l'État envisagent de contrôler **une centaine de restaurants** à Rouen. Depuis le début de l'année, 14 ont reçu un avis négatif pour des manquements aux règles d'hygiène. Et six restaurants ont carrément écopé « **d'une suspension** », indique Florence Lagache. C'est-à-dire une fermeture temporaire, le temps que les restaurateurs corrigent en urgence leurs problèmes.

Ces nouvelles directives, qui font parfois grincer des dents les restaurateurs, ont l'air de porter leurs fruits.

On se rend compte que la pression des contrôles est bénéfique car on constate une vraie amélioration du niveau d'hygiène.

De quoi, au moins, rassurer les consommateurs rouennais sur le respect des règles d'hygiène dans les restaurants qu'ils fréquentent.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Affaire des assistants parlementaires du RN : les normands Nicolas Bay et Timothée Houssin condamnés

Hélène Leforestier

4-5 minutes

Le verdict de la cour d'appel de Paris est tombé, mardi 7 juillet 2026, dans l'affaire des assistants parlementaires du RN. Au côté de Marine Le Pen, les élus normands Nicolas Bay et Nicolas Houssin ont été reconnus coupables.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Hélène Leforestier](#) (avec A. Q.)

Publié: 7 Juillet 2026 à 15h39 Temps de lecture: 1 min

Plusieurs élus du Front national (devenu Rassemblement national) ont été condamnés, mardi 7 juillet 2026, après le procès en appel dans l'affaire des assistants parlementaires du RN. Outre Marine Le Pen, les élus normands Nicolas Bay et Timothée Houssin ont également été reconnus coupables, précisent nos confrères d'[Ici Normandie](#).



Nicolas Bay a été reconnu coupable, mardi 7 juillet 2026, dans l'affaire des assistants parlementaires du FN. - Photo Stéphanie Péron

Les prévenus étaient accusés de détournement de fonds publics pour payer des salariés du parti avec l'argent du Parlement européen, entre 2004 et 2016. Le préjudice s'élève à quatre millions d'euros.

Emprisonnement avec sursis et inéligibilité

Reconnu coupable de détournement de fonds entre le 1^{er} juillet 2014 et le 31 mars 2015, Nicolas Bay a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis, 5 000 euros d'amende et deux ans d'inéligibilité avec sursis. Selon nos informations, le député européen, ex-secrétaire général du FN, attendait de cette audience un traitement plus mesuré qu'en première instance ce qu'il a obtenu. Démis de son mandat à la Région Normandie dans le cadre de l'exécution provisoire de sa condamnation en première instance, il devrait pouvoir récupérer son siège au conseil régional.



Timothée Houssin a été reconnu coupable, mardi 7 juillet 2026, dans l'affaire des assistants parlementaires du FN. - Hans Lucas via AFP

De son côté, Timothée Houssin a été reconnu coupable de recel de détournement de fonds publics, entre le 1^{er} septembre 2014 et le 31 mars 2015. Il est condamné à six mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité avec sursis. Le député de l'Eure n'a pas souhaité répondre à nos questions, réservant ses commentaires à une conférence de presse programmée mercredi 8 juillet 2026.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



Autour du député socialiste Philippe Brun, soupçon d'un emploi "familial" sur fond de rupture avec une collaboratrice historique

Le Poulpe

7-9 minutes

Plusieurs témoignages recueillis par Le Poulpe, de récents messages se rapportant à une rupture amoureuse brutale ou encore un récent licenciement, nourrissent le soupçon autour de Philippe Brun, député PS de L'Eure et candidat déclaré à une possible primaire au Parti socialiste, qui aurait salarié sa conjointe en tant que collaboratrice parlementaire, pratique interdite depuis 2017 et la loi sur la moralisation de la vie publique.

Après Charles Alloncle, Philippe Brun ? [Le désormais très médiatique député d'extrême droite UDR aurait, selon *Paris Match*, entretenu une relation privée avec l'une de ses collaboratrices, débouchant sur une enquête du déontologue de l'assemblée nationale.](#)

Selon ce même déontologue, après investigations, le député n'a au final pas violé la règle issue de la loi sur la moralisation de la vie publique, votée en 2017 en réponse à l'affaire Fillon, interdisant à un parlementaire de salarier un conjoint ou un membre de sa famille.

En ce qui concerne Philippe Brun, député socialiste de L'Eure et candidat déclaré à l'éventuelle primaire du parti socialiste en vue de l'élection présidentielle, des questions émergent, et ce depuis de longs mois, quant à une éventuelle entorse à ladite loi de 2017 liée à sa relation avec

Noha Tefrit, tour récemment licenciée pour faute grave du poste d'assistante parlementaire qu'elle occupait depuis l'entrée au Palais Bourbon du député.

Selon les informations du *Poulpe* recueillies auprès de multiples sources, Philippe Brun aurait effectivement entretenu une très discrète relation de concubinage avec sa collaboratrice.

Pour rappel, tout parlementaire qui emploierait son conjoint ou son concubin en tant que collaborateur est passible d'une peine maximale de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende.

Ces dernières semaines, c'est Noha Tefrit elle-même qui est venue jeter le trouble dans le landerneau socialiste en publiant un message sur Facebook mais également dans une boucle WhatsApp accessible à des militants socialistes.

Dans ce texte, consulté par *Le Poulpe*, l'ex-assistante parlementaire exposait son ressentiment envers un conjoint que plusieurs sources consultées par *Le Poulpe* ont immédiatement identifié en la personne de Philippe Brun.

Selon le député de l'Eure, le message posté sur les réseaux sociaux ferait en réalité référence à la relation que son ex-collaboratrice a entretenue « *avec un avocat lyonnais* ». En revanche, Philippe Brun n'explique pas pourquoi cette dernière a posté un tel contenu dans une boucle de militants socialistes.

Auprès du *Poulpe*, Philippe Brun martèle avec force n'avoir jamais été en concubinage ou avoir partagé un domicile avec Noha Tefrit. Il admet cependant « *une relation fusionnelle mais strictement amicale* ».

"Un secret de polichinelle"

Une source dans l'entourage de Noha Tefrit affirme que Philippe Brun « *ment* » quand il explique que le fameux message ne le concerne pas. « *Ils étaient en couple et vivaient ensemble. C'était un secret de*

polichinelle ».

Dans le message de l'ex-collaboratrice parlementaire, il est question d'une rupture amoureuse, somme toute banale, si ce n'est que la jeune femme affirme que son compagnon aurait fait changer à son insu les serrures du domicile partagé et qu'elle se retrouve à la rue.

Un comportement qui n'est pas sans rappeler celui du maire d'Évreux, [affaire déjà documentée par Le Poulpe et à laquelle Noha Tefrit fait une référence explicite dans son message](#). Modifier unilatéralement les serrures du domicile conjugal lors d'une rupture peut donner lieu à sanction sur le plan civil.

« On fait ça aux squatteurs. Aux gens à qui on veut faire peur. Aux personnes qu'on veut humilier. Pas à quelqu'un qu'on a aimé. Pas à quelqu'un avec qui on a partagé un lit, des repas, des projets, des nuits difficiles », dénonce la collaboratrice qui ajoute que sa vie est restée *« derrière cette porte ».*

Ce post est intervenu peu ou prou au même moment que la réunion du conseil fédéral, chargé d'acter [la récente mise sous tutelle de la section d'Évreux](#). Une militante rapporte que Noha Tefrit était assise au premier rang et non plus comme d'habitude à la même table que Philippe Brun, premier secrétaire. Le signe de sa disgrâce à la suite de leur rupture ? Contactée à de multiples reprises, Noha Tefrit n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Une source au sein du PS l'assure : *« Elle parle dans son message, sans le citer, de sa relation avec Philippe Brun ».*

Selon nos informations, le député socialiste aurait, dans la même séquence temporelle, engagé une procédure de licenciement à l'encontre de sa collaboratrice, procédure qui aurait abouti début juin, selon une source dans l'entourage de Noha Tefrit.

« Noha voulait changer de métier », soutient aujourd'hui Philippe Brun, laissant entendre que la rupture professionnelle serait à l'initiative de la

jeune femme. Mais alors où est la nécessité de passer par un licenciement ? À cette question, le député ne répond pas.

Saisine du déontologue de l'assemblée nationale

« *C'était sa meuf* », lâche aujourd'hui une source au sein du parti socialiste qui décrit « *une relation tumultueuse* » émaillée de « *ruptures et de retrouvailles* ». Et la même source de confier « *qu'elle était partout, tout le temps là avec Philippe* ».

Il y a quelques semaines encore, la jeune femme, [par ailleurs à l'initiative de la création du collectif Ascenseurs en colère](#), apparaissait aux côtés du député au coeur du bureau de vote centralisateur lors de l'annonce de sa très courte défaite à l'élection municipale de Louviers.

« *Elle a tout quitté pour lui, elle s'est pliée en quatre pour lui plaire* », rapporte une source proche du parlementaire eurois. Selon cette source, le député et sa collaboratrice étaient « *en couple* ». « *Elle a occupé une place centrale à ses côtés. À l'évidence, leur relation a dépassé le strict cadre professionnel* », confirme un fin connaisseur du PS 27.

« *Elle est officiellement pacsée avec un avocat dans le Rhône mais cela ne correspond pas à la réalité* », affirmait dernièrement une socialiste euroise, soufflant qu'elle était en réalité « *la petite copine* » de Philippe Brun. « *Il y avait une posture physique qui témoignait d'une certaine proximité* », décrit-elle.

D'après nos informations, diverses procédures judiciaires visant le député Brun pourraient être engagées dans les prochaines semaines à l'initiative de son ancienne assistante parlementaire.

Selon nos renseignements, le déontologue de l'assemblée nationale a déjà été saisi, notamment sur la question d'une potentielle relation de concubinage entre le député et son ex-collaboratrice. Contacté, le

déontologue, à l'aune du « *secret professionnel* » régissant son action, n'a pas souhaité répondre.

Dans la même veine, Noha Tefrit a aussi récemment saisi la commission des conflits et la cellule anti-harcèlement du parti socialiste au niveau national. Contactée, la direction de la communication du parti socialiste a décliné nos sollicitations, arguant du « *secret de la commission* ».

En 2024, *Le Poulpe* avait déjà raconté comment Philippe Brun avait claqué la porte de la direction nationale du PS, échaudé notamment par le fait que la candidature de Noha Tefrit n'avait pas été retenue pour figurer sur la liste du parti pour l'élection européenne. Le signe à l'époque déjà de l'attachement du député pour une collaboratrice de toute évidence pas tout à fait comme les autres.

Procès des assistants parlementaires du RN : la cour d'appel confirme les condamnations de trois élus normands

Lise Hauchecorne

4–5 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés

Les peines sont tombées ce mardi 7 juillet 2026. Parmi les membres du Rassemblement national ayant fait appel, les trois élus normands, Fernand Le Rachinel, Nicolas Bay et Timothée Houssin ont vu leurs condamnations confirmées par la cour d'appel. En revanche, dans cette affaire dite des assistants parlementaires des eurodéputés du Rassemblement national, certaines peines ont été allégées. On fait le point.



Nicolas Bay arrivant à la cour d'appel de Paris, dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires du RN, le 15 janvier 2026. | EPA

Vingt-cinq prévenus, dont Marine Le Pen, s'étaient vus accusés de détournement de fonds publics dans l'affaire dite des assistants parlementaires du Front national. Le parti, désormais Rassemblement national, détournait des fonds européens, notamment par l'usage d'emplois fictifs en tant qu'assistants parlementaires pour certains de ses membres.

Parmi les condamnés, [se trouvent quatre Normands](#) : Fernand Le Rachinel, Nicolas Bay, Timothée Houssin et Thierry Légier. Les trois premiers ont pris exemple sur la présidente du parti et ont fait appel de leur jugement. L'arrêt de la cour d'appel de Paris a été rendu ce mardi 7 juillet 2026, en...

 **Abonnez-vous pour lire la suite**

Articles en illimité. Zéro publicité. Annulable à tout moment.

-

Offre d'essai

1€ le premier mois

- Meilleur tarif : -50%

Offre annuelle

35€ pour 1 an

[Je m'abonne](#)

ou

~~69,99€~~ **35 € la première année**

~~69,99€~~ **35 € la première année**

Déjà abonné ? [Connectez-vous](#)

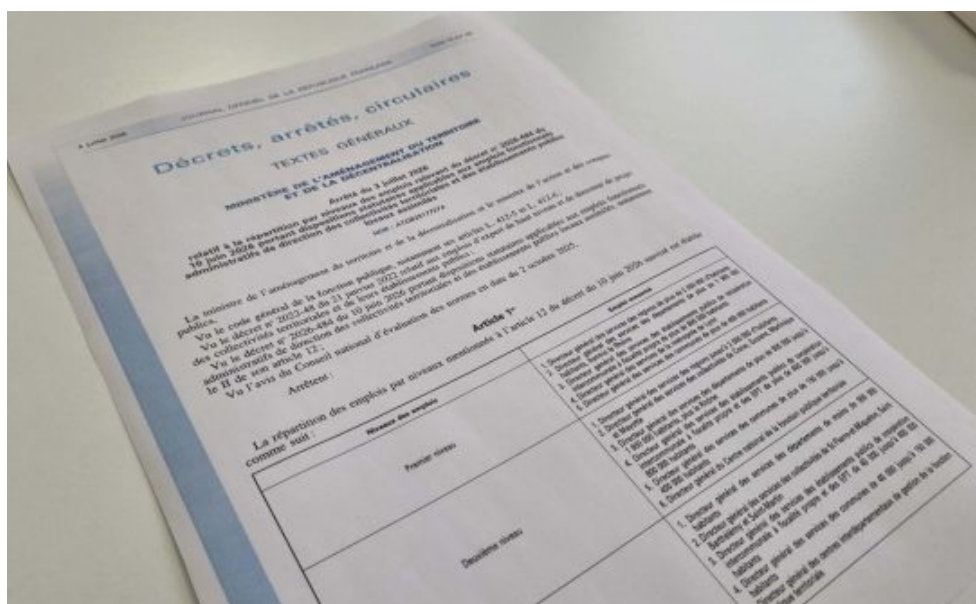
Hauts fonctionnaires territoriaux : le gouvernement publie le classement tant attendu des emplois malgré les crispations

Par Paul Idczak

3-4 minutes

Par [Paul Idczak](#) - 7 juillet 2026 - 4 min de lecture

Après de nombreux mois d'attente, l'arrêté de classement des emplois fonctionnels territoriaux a finalement été publié au Journal officiel le 4 juillet 2026. Un texte primordial pour débloquer la mise en œuvre complète de la transposition de la réforme de la haute fonction publique au versant territorial, mais qui ne règle pas tous les problèmes.



La transposition de la réforme de la haute fonction publique aux cadres territoriaux franchit une nouvelle étape importante. L'administration a diffusé, au Journal officiel du 4 juillet, [l'arrêté de classement des emplois](#)

[fonctionnels territoriaux](#), attendu depuis de nombreux mois par les A+ territoriaux. Un texte primordial, puisqu'il permet à la fois de classer l'importance stratégique des différents emplois de directeurs généraux des services (DGS) et directeurs généraux adjoints, répartis en quatre niveaux, et d'acter l'augmentation des plafonds des primes dont doivent bénéficier ces cadres des collectivités territoriales, désormais soumis au Rifseep, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Le timing de la publication de ce texte, qui entre en vigueur, rétroactivement, au 1^{er} juillet dernier, constitue une petite surprise. Et pour cause : si l'officialisation de la réforme,

Pour accéder à cet article, vous devez vous connecter

Vous disposez déjà d'un compte ?

Pas encore de compte ?

Profitez d'un accès illimité à tous nos contenus et à notre service acteurspublics 360 IA

[Abonnez-vous](#)



Publié le 7 juillet 2026 · 4 min de lecture

×

Vous ne pouvez enregistrer cet article dans votre bibliothèque car vous n'avez pas créé de compte

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 181-182 Souveraineté sécurité | L'administration à l'épreuve de l'IA clandestine





Connexions multiples sur votre compte

Nous constatons une autre connexion sur votre compte (depuis un autre appareil ou un autre navigateur).

Il n'est pas possible d'avoir plusieurs connexions simultanées sur un même compte Acteurs publics.

Veuillez choisir la session sur laquelle vous souhaitez rester connecté.

La session non sélectionnée sera automatiquement déconnectée.

